

## Sondage sur les activités internationales d'organisations québécoises

Nathalie McSween  
sous la direction de Louis Favreau  
et de René Lachapelle

### *Note sur les auteurs :*

**Nathalie McSween** est candidate à la maîtrise en développement régional à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et boursière du CRSH. Elle est aussi Agente de développement international à la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'UQO.

**Louis Favreau** est sociologue et titulaire de la CRDC. Il est chercheur au Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie, l'entreprise et les syndicats (CRISES) et au Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT) de l'UQO. Il est aussi conseiller au Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ).

**René Lachapelle** est organisateur communautaire au CLSC du Havre de Sorel et secrétaire exécutif du GESQ.

*Co-publication de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) et du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)*



Série : Pratiques économiques et sociales / PES24

ISBN : 2-89251-237-9

Février 2005

## Table des matières

<b>QUESTION #1 : EST-CE QUE VOTRE ORGANISATION A ACTUELLEMENT DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES DE DIFFÉRENTS TYPES : JUMELAGES, PROJETS DE COOPÉRATION, ETC? SI OUI, LESQUELLES ?.....</b>	<b>5</b>
<b>QUESTION #2 : DEPUIS LA RENCONTRE DE QUÉBEC 2001, EST-CE QUE VOUS AVEZ DÉVELOPPÉ DE NOUVELLES ACTIVITÉS, DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE ? SI OUI, LESQUELLES ? .....</b>	<b>12</b>
<b>QUESTION #3 : EST-CE QUE VOTRE ORGANISATION PRÉVOIT DÉVELOPPER DE NOUVELLES ACTIVITÉS INTERNATIONALES DANS LES ANNÉES À VENIR? SI OUI, LESQUELLES ? .....</b>	<b>13</b>
<b>QUESTION #4 : COMPTEZ-VOUS PARTICIPER À LA RENCONTRE DE DAKAR EN 2005 ? SI OUI, EST-CE QUE VOUS AVEZ COMMENCÉ À PRÉVOIR LE FINANCEMENT DE DÉLÉGUÉS QUÉBÉCOIS ? .....</b>	<b>16</b>
<b>QUESTION #5 : QUELLES SONT LES PRINCIPALES DIFFICULTÉS AUXQUELLES VOUS FAITES FACE DANS LA PRÉPARATION DE LA RENCONTRE DE 2005 ?.....</b>	<b>18</b>
<b>QUESTION #6 : VOTRE ORGANISATION A-T-ELLE DES ATTENTES À L'ÉGARD DU GESQ POUR FACILITER LA PRÉPARATION DE LA RENCONTRE DE DAKAR DE 2005 ? .....</b>	<b>19</b>
<b>QUESTION #7 : COMMENT VOTRE ORGANISATION ENTEND-ELLE S'IMPLIQUER DANS LA PRÉPARATION DE DAKAR 2005 ? .....</b>	<b>22</b>
<b>ANNEXE 1 .....</b>	<b>25</b>

## **Avant-propos**

Les rencontres internationales donnent parfois l'impression de ne pas avoir de retombées concrètes. Les résultats du sondage présenté ici semblent cependant indiquer que ce n'est pas le cas en ce qui concerne la Deuxième rencontre internationale sur la globalisation des solidarités qui s'est tenue à Québec en 2001. Les organisations qui étaient présentes à cette rencontre semblent en effet avoir modifié leurs pratiques par la suite.

Le sondage présenté ici visait à interroger des organisations québécoises sur leurs activités internationales et a été réalisé dans le but d'alimenter les discussions lors du Forum des participants du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) du 26 septembre 2003. Pour les fins de ce sondage, 32 organisations ont été ciblées et il leur a été demandé, au cours d'une entrevue téléphonique d'une quinzaine de minutes, de répondre à quelques questions sur les activités internationales de leur organisation (type d'activités, nouvelles activités depuis Québec 2001, etc.), ainsi que sur leur participation éventuelle à la rencontre de Dakar en 2005 (si elles prévoient y envoyer des délégués, comment elles comptent s'impliquer dans la préparation de Dakar 2005, si elles rencontrent des difficultés particulières, ce qu'elles attendent du GESQ, etc.). Le questionnaire du sondage est le fruit d'un travail conjoint entre René Lachapelle (GESQ) et Louis Favreau (CRDC) avec la collaboration de Nathalie McSween.

Des 32 organisations ciblées, 19 avaient déjà été rejointes lors d'un premier sondage en 2002. L'objet de ce deuxième sondage était de compléter et d'étayer les informations que nous avons déjà sur elles, mais aussi de joindre de nouvelles organisations. Les entrevues téléphoniques ont eu lieu du 27 août au 5 septembre 2003 et ont été précédées de l'envoi par courriel du questionnaire du sondage afin que les organisations puissent en prendre connaissance avant l'entrevue.

Un total de 22 organisations sur les 32 ciblées ont répondu à notre questionnaire, dont 8 des 11 nouvelles organisations que nous avons ciblées. Pour les 7 organisations qui avaient répondu à notre sondage l'an passé mais qui n'ont pu être rejointes cette année, nous avons utilisé les informations de l'an passé pour colliger les réponses. Dans le tableau des réponses colligées, ces organisations sont marquées d'un astérisque.

## **Conclusions générales du sondage**

La première question portait sur les activités internationales des organisations. Les réponses ont révélé des activités multiples qui ne permettent pas de tirer de conclusion générale, mais qui rendent bien compte de la diversité et de la richesse des activités internationales des organisations québécoises.

La seconde question cherchait à mesurer l'impact de la rencontre de Québec en 2001 sur les pratiques des organisations. Les réponses obtenues semblent indiquer que la très grande majorité des organisations qui ont participé à la rencontre ont modifié leurs pratiques depuis la tenue de la rencontre, mais que pour celles qui n'y étaient pas, l'effet est jusqu'à maintenant nul.

La troisième question s'intéressait aux intentions des organisations dans l'avenir. Les réponses obtenues indiquent qu'une partie importante des répondants envisage de développer des activités internationales d'économie sociale dans les années à venir. Certains thèmes ont été mentionnés à plusieurs reprises, notamment le commerce équitable, les finances solidaires et le jumelage Nord-Sud (de villes, d'entreprises d'économie sociale, etc.).

La quatrième question cherchait à savoir si les répondants prévoyaient participer à la Troisième rencontre internationale sur la globalisation des solidarités à Dakar, Sénégal, en 2005. Les réponses indiquent que la très grande majorité des répondants compte être présents à cette rencontre.

La cinquième question interrogeait les organisations quant aux difficultés rencontrées dans la préparation de leur participation à Dakar. Les réponses indiquent très clairement que la principale difficulté rencontrée est le financement. Ainsi, plusieurs organisations ne disposent actuellement pas de suffisamment de fonds pour envoyer des délégués à Dakar et la plupart n'ont pas encore commencé à envisager de façon d'obtenir ces fonds.

Quant à la sixième question, elle interrogeait les organisations quant à leurs attentes face au GESQ dans la préparation de Dakar 2005. Les réponses des organisations indiquent que la majorité d'entre elles attendent en priorité du GESQ :

- 1) Qu'il mette sur pied une stratégie commune de financement
- 2) Qu'il assure une formation adéquate des futurs participants à Dakar, tant au plan culturel qu'au plan de l'économie sociale
- 3) Qu'il favorise le réseautage des organisations québécoises avant le départ

La septième question interrogeait les organisations quant au rôle qu'elles se voient jouer dans l'organisation de la rencontre de Dakar. Certaines organisations sont prêtes à jouer un rôle de diffusion de l'information et d'autres sont prêtes à jouer un rôle dans la formation pré-départ des participants, mais les réponses obtenues varient beaucoup et ne permettent pas de généralisation.

## Question #1

Est-ce que votre organisation a actuellement des activités internationales de différents types : jumelages, projets de coopération, etc? Si oui, lesquelles ?

Nom de l'organisme	Réponse	Précisions
<b>Alternatives</b>	Oui	<p><b>Au Québec</b> : Séminaires sur la solidarité internationale, journées d'études avec des invités internationaux, éducation populaire Journal en ligne sur les réalités internationales (outils de diffusion) <a href="http://www.rable.ca">www.rable.ca</a>, <a href="http://www.oneworld.com">www.oneworld.com</a></p> <p><b>Projets de coopération</b> : Alternatives est présente dans 35 pays : en Asie, en Afrique, en Amérique latine, au Moyen Orient et en Europe de l'Est. Les projets sont effectués en partenariat avec des ONG locales (gestion partagée) et concernent souvent l'économie sociale et solidaire (Brésil : projets d'agriculture, Argentine : projets de commercialisation d'artisanat, agriculture, coopératives scolaires...)</p>
<b>Caisse d'économie du Québec</b>	Oui	<p>Les activités internationales de la Caisse d'économie du Québec sont surtout en Amérique latine. Elles consistent surtout en échange d'expertise. Deux grands projets ayant fait l'objet d'ententes formelles :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Entente formelle avec la Banca Etica en Italie pour le partage d'expérience sur les placements éthiques et les finances solidaires</li> <li>2. Entente formelle PESO (France-Québec-Belgique) pour partage d'expertise sur l'économie sociale et solidaire et sur le financement du commerce équitable</li> <li>3. Aussi Forum sur le commerce solidaire en septembre au Mexique et participation au Forum social européen en novembre</li> </ol>
<b>Carrefour québécois de développement local (CQDL)</b>	Oui	Réseau mondial du développement local : projet de coopération franco-québécois (pas encore concrétisé)
<b>Carrefour Tiers-Monde</b>	Oui	<p>Le Carrefour Tiers-Monde est une organisation vouée à l'éducation au développement et à la solidarité internationale au Québec. Ses activités visent l'information, la sensibilisation et la mobilisation sur ces enjeux :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Coordination régionale des <b>Journées québécoises de la solidarité internationale</b> qui visent à faire connaître les ONG de la région au grand public</li> <li>2. Entre autres projets d'éducation et de sensibilisation : projet d'éducation avec le Rwanda (dans les écoles québécoises) sur les droits des enfants. Nous invitons aussi régulièrement des personnes du Sud à venir partager leurs expériences.</li> <li>3. Auberge touristique d'économie sociale (l'auberge l'Autre Jardin), ses profits financent les projets d'éducation du Carrefour depuis 2000. Des produits équitables du Pérou, Rwanda, Bénin et Guatemala y sont vendus</li> </ol>
<b>Centre canadien</b>	Oui	Le CECI fait des projets avec et sans coopérants dans plus de 23

<p><b>d'études et de coopération internationale (CECI)</b></p>		<p>pays. Il travaille aussi avec des organisations multilatérales. Le CECI est surtout présent au Kosovo et en Macédoine actuellement, mais il est aussi présent sur les trois continents, soit en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.</p> <p><u>Les projets sont de différents types :</u></p> <p><b>Filière bio-alimentaire :</b> Commerce équitable en partenariat avec des organisations de la société civile (parfois coopératives et parfois pas)</p> <p><b>Santé :</b> Projets sur le SIDA, l'hygiène, etc. en partenariat avec le secteur privé et/ou l'État et/ou la société civile</p> <p><b>Développement local :</b> en milieu rural et urbain</p> <p><b>Femmes :</b> développement économique et social, appui aux femmes violentées, etc.</p> <p><b>Finances solidaires :</b> peu, laissé à DID</p>
<p><b>Centre d'études et de recherches en intervention sociale (CERIS)</b></p>	<p>Oui</p>	<p>Coopération scientifique : recherche, échange d'étudiants, formations, etc.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Coopérations et recherches variées avec : Pérou, Mali, France, Bulgarie, Suisse, Belgique, Espagne... <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherche sur les jeunes de la rue</li> <li>- Recherche Création de richesses en contexte de précarité avec la CRDC, etc.</li> </ul> </li> <li>2. Échanges d'étudiants avec la Mauritanie, la France, la Belgique et aussi envoi de Québécois au Pérou</li> </ol>
<p><b>Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP)</b></p>	<p>Oui</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Organisations de séminaires avec des invités internationaux en provenance des pays du Tiers-Monde</li> <li>2. Participation à des colloques dans d'autres pays</li> <li>3. En réseau, via courriels, avec les Pénélopes (groupe féministe français) et via ce groupe, avec des groupes de femmes en ex-Yougoslavie, en Afrique, en Europe et en Amérique latine. Les échanges consistent surtout en un échange de pratiques</li> </ol>
<p><b>Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)*</b></p>	<p>Oui</p>	<p>Coopération recherche</p>
<p><b>Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)</b></p>	<p>Oui</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Site Internet des Rencontres Internationales</li> <li>- Protocoles d'entente interuniversitaire</li> <li>- Projets de recherche internationaux</li> <li>- Stage d'étudiants étrangers (2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> cycle, post-doctorants)</li> <li>- Organisation de rencontres internationales telles la Conférence internationale <i>Le Sud... et le Nord dans la mondialisation. Quelles alternatives ?</i> les 24 et 25 septembre 2003</li> </ul>
<p><b>Chaire Économie et humanisme-UQAM</b></p>	<p>Oui</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La Chaire économie et humanisme a des projets de recherche, notamment sur le commerce équitable, avec des partenaires en Amérique latine (Mexique), en Afrique et en Europe (France).</li> <li>2. Colloques avec des invités internationaux</li> <li>3. Partenariats avec des organisations d'autres pays : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avec SOCODEVI au Guatemala</li> <li>- Avec FLASCO en Amérique latine</li> </ul> </li> </ol>

		- Avec l'Alliance pour un monde responsable et solidaire...
<b>Cirque du monde</b>	Oui	<p>Cirque du monde/Jeunesse du monde existe depuis plus de 40 ans. Ces champs d'intervention sont : la lutte contre le racisme; l'éducation à la paix; le respect des droits humains; la création de rapports de justice et le développement durable.</p> <p><u>Il y a plusieurs volets à ses activités internationales :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Éducation/sensibilisation à la solidarité internationale au Québec et au Canada francophone (activités annuelles dans les écoles sur les champs d'intervention nommés ci-haut). Les jeunes font aussi des levées de fonds pour les projets à l'étranger. Il y a aussi un programme de stage avec des partenaires du Québec (<i>Québec sans frontières</i> – pour initiation à la coopération internationale; <i>ACDI</i> – programme des jeunes stagiaires internationaux)</li> <li>2. Appui de partenaires (ONG locales) en Amérique latine (Brésil, Chili, Uruguay, Vénézuéla, Honduras...), en Afrique (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal...) en Asie (Philippines...) et Moyen Orient (Liban...). L'appui est soit financier, institutionnel ou prend la forme d'envoi de stagiaires. Plusieurs partenariats sont de longue date.</li> </ol> <p><u>Quelques exemples de projets internationaux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervention sociale auprès des jeunes en difficulté avec le Cirque du Soleil</li> <li>- Alphabétisation et éducation populaire en partenariat avec des associations étudiantes</li> <li>- Programme avec les Scouts en Uruguay</li> <li>- Radio communautaire au Sénégal</li> <li>- Programmes bilatéraux : renforcement des mouvements agricoles en RDC (avec coopérants)</li> </ul>
<b>Collectif des entreprises d'insertion du Québec</b>	Non	--
<b>Confédération des syndicats nationaux (CSN)</b>	Oui	<p>Les projets de la CSN sont surtout tournés vers l'Amérique latine. Il existe des projets avec l'Afrique dans la Francophonie et des relations Nord-Nord existent aussi avec les syndicats européens. Il y a par contre peu de liens avec l'Asie.</p> <p>Les projets consistent à soutenir les initiatives d'organisations syndicales dans le monde, ainsi que la formation et l'éducation populaires.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Projets dans le cadre des affiliations syndicales internationales (CISL) et dans le cadre de fédérations internationales syndicales</li> <li>2. Projets bilatéraux : avec la Centrale unique des travailleurs (CUT) du Brésil par exemple ou avec une organisation syndicale argentine</li> </ol>
<b>Conseil</b>	Oui	Le Conseil québécois du loisir est le regroupement des

<b>québécois du loisir</b>		organismes nationaux de loisir du Québec. Les activités internationales du Conseil sont de différents types : échange de pratiques, analyses comparatives, projets communs. 1. Missions pour échange d'informations et de pratiques entre nos membres et ceux de l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (UNAP) en France. Entente depuis 1997. 2. Membre du bureau international du tourisme social (BITS) et membre actif de sa section des Amériques. 3. Depuis peu membre du World Leisure Association qui regroupe plusieurs pays. But : échanges internationaux sur le loisir public et associatif comme moyen d'intégration, de développement social et de prise en charge individuel et collectif. Promotion des bienfaits du loisir de qualité
<b>Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL)</b>	Oui	1. Participation au PESO (réseau d'échange sur le financement des entreprises d'économie sociale avec la France et la Belgique) en collaboration avec le RISQ. 2. Jumelage avec des organisations coopératives à Saint-Louis au Sénégal et projet sur le commerce équitable 3. Jumelage avec des organisations coopératives au Niger et projet sur le commerce équitable
<b>Diastode</b>	Oui	La Diastode a été créée en 1995 et regroupe les diasporas togolaises de plusieurs pays (Canada, Belgique, France, Allemagne, Antilles...). Son siège social est au Canada. Les activités internationales de la Diastode sont de différents types : 1. Sensibilisation à la cause togolaise (activité conjointe des diasporas) 2. Contact avec les partis d'opposition démocratique : appui pour former une coalition. Projet financé par Droits et Démocratie. 3. Envoi de matériel scolaire à une ONG togolaise pour jeunes défavorisés (par l'intermédiaire des frères du Sacré-Cœur). 4. La Diastode travaille en partenariat avec la Concertation nationale de la société civile (CNSC) du Togo qui regroupe plusieurs organisations de la société civile (syndicats, Eglise, associations de jeunes et de femmes...) et constitue une plate-forme pour la démocratisation du pays. 5. La Diastode a aussi participé à une conférence nationale togolaise (qui a eue lieu à Dakar pour des raisons politiques) en mars 2003
<b>Diocèse de Gatineau-Hull*</b>	+ ou -	Actuellement, le diocèse de Gatineau-Hull n'a pas d'activités internationales comme telles. Il participe, par l'entremise de Développement et Paix, à un mouvement de solidarité internationale.
<b>Droits et démocratie</b>	Oui	D & D est un organisme para-public. Il a été créé par une loi du Parlement en 1988 et est en activité depuis 1990. Son président et son Conseil d'administration sont nommés par le Premier ministre du Canada. Il y a deux volets au travail de D & D : la défense des droits humains et le soutien à des projets. La participation démocratique de la société civile et le renforcement des capacités des



		<p>organisations de défense des droits ou de promotion de la démocratie constituent les deux axes des projets soutenus.</p> <p><u>Les 4 programmes principaux</u> sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développement démocratique dans les pays en développement</li> <li>2. Droit des autochtones (participation démocratique des autochtones, réseautage avec des autochtones canadiens dans le cadre de l'Organisation des États américains (OEA))</li> <li>3. Droit des femmes</li> <li>4. Mondialisation et droits humains</li> </ol> <p>D &amp; D travaille en Amérique latine (coalition d'organisations régionales avec OEA), en Afrique et en Asie, ainsi qu'en Europe de l'Est, mais peu au Moyen Orient. Les projets ont une durée moyenne de 3 ans, mais leurs budgets doivent être renouvelés annuellement. Ils prennent la forme de coopération avec des ONG locales, des institutions de la société civile, des institutions multilatérales (ONU, OEA, etc) et aussi avec des institutions gouvernementales, parapubliques ou parlementaires dans différents pays. Il n'y a pas de coopérateurs à D &amp; D.</p>
<b>Fédération des coopératives de développement régional du Québec</b>	Oui	Nous sommes membre associé de SOCODEVI depuis un an et, à ce titre, nous faisons des activités de sensibilisation au développement international. Notre ancien président était chargé de projet à l'IRECUS international et, à ce titre, il participait à des activités internationales.
<b>Filiation*</b>	Oui	Échanges sur les questions du financement solidaire
<b>FondAction</b>	Oui	<p>Les activités internationales de FondAction sont surtout en Amérique latine (Brésil beaucoup), en Europe (France, Belgique, Italie surtout) et concernent surtout l'échange d'expertise, la participation à des conférences, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation au Forum social mondial</li> <li>- Participation à différents colloques internationaux sur l'économie sociale et les finances responsables...</li> </ul>
<b>Groupe d'entraide Spirale</b>	Oui	<p>Le Groupe fait des projets exclusivement avec le centre communautaire Romero de Nandaimé au Nicaragua avec lequel il a des liens depuis 15 ans (le premier projet a été la construction du centre communautaire). Le centre lui présente des projets et le Groupe Spirale les étudie et leur trouve du financement. Les projets touchent différents aspects : radio communautaire; garderie; boulangerie; troupe de danse folklorique; clinique de médecine naturelle; bibliothèque; ferme-école biologique; coopératives agricoles, commerce équitable avec des collectifs d'artisanat, etc.)</p> <p>Des stages de sensibilisation pour des jeunes du secondaire et du collégial du Québec sont aussi soutenus, ainsi que des stages pour de jeunes nicaraguayens au Québec.</p>
<b>Recyclo-centre</b>	Oui	En mai-juin 2003, nous avons effectué une recherche comparative sur la sensibilisation et l'éducation en environnement en Belgique et en France en nous basant sur les pratiques de récupération des gros objets dans ces pays.
<b>Regroupement</b>	Oui	Le RQIIAC est membre d'un réseau international d'organismes

<b>québécois des intervenants et des intervenantes en action communautaire (RQIIAC)*</b>		communautaires, l'IACD (International Association for Community Development) et du GESQ. Voir le texte de la session de formation donnée à Rouyn-Noranda en juin avec Gérald Larose et Louis Favreau pour plus d'informations.
<b>Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)*</b>	Oui	Projet PAFOUS et partenariat France-Québec et Entretiens Jacques-Cartier (Lyon)
<b>Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI)</b>	Oui	Des projets de coopération en renforcement d'entreprises associatives et coopératives dans plus de 15 pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Les projets prennent plusieurs formes : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Assistance technique à long terme et à court terme</li> <li>2. Appui d'appoint de coopératives québécoises et stages de coopérateurs d'autres pays ici</li> <li>3. Transferts de technologie</li> </ol>
<b>Solidarité Sud-Outaouais</b>	Oui	Solidarité Sud-Outaouais existe depuis environ 10 ans. L'organisation soutient des projets en Amérique du Sud. <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Au Brésil : soutien à un centre communautaire (partenariat de longue durée) et insertion sociale de prostituées et de leurs enfants : alphabétisation, formation au travail, entreprises d'économie sociale (salon de coiffure, pâtisserie, jardin communautaire...)</li> <li>2. Au Pérou et au Chili : Solidarité et jumelage avec des villes et des écoles. Aussi conférence au Québec sur le développement local et l'économie sociale dans ces pays.</li> <li>3. Brésil-Pérou-Chili : Il y a eu des échanges de chercheurs et aussi d'étudiants.</li> <li>4. En Haïti : Aide humanitaire (orphelinat pour les enfants du SIDA, écoles pour orphelins, etc.), mais aussi tourisme social (stages de sensibilisation)</li> </ol>
<b>Solidarité-Union-Coopération (SUCO) Mali (Claude Giles)*</b>	Oui	Je réponds à titre personnel car je suis travailleur autonome en coopération. Ayant été associé à l'origine du jumelage Ste-Élisabeth/Sanankoroba au Mali, je continue de suivre les retombées de cette belle aventure. J'interviens également dans des projets de coopération internationale en particulier avec UPA DI, en appui à des organisations paysannes du Cameroun et de la République Démocratique du Congo.
<b>Union des producteurs agricoles – développement international (UPA-DI)*</b>	Oui	UPA DI (corporation à but non-lucratif propriété de l'UPA) intervient en coopération internationale à travers trois mécanismes : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Comme agence d'exécution pour le compte de bailleurs de fonds tel l'ACDI. À ce titre UPA DI réalise des projets de coopération.</li> <li>2. Comme expert conseil pour la réalisation de mandats ponctuels de consultation.</li> <li>3. Comme partenaire institutionnel auprès d'organisations</li> </ol>

		<p>paysannes. Ce type de partenariat vise le renforcement des organisations paysannes et le transfert d'expertise technique notamment par la mise à contribution des membres de l'UPA. Cette contribution se concrétise par des missions à l'étranger des producteurs québécois, et par l'accueil sur des fermes québécoises de stagiaires étrangers</p>
--	--	--

## Question #2

Depuis la rencontre de Québec 2001, est-ce que vous avez développé de nouvelles activités, de nouvelles façons de faire ? Si oui, lesquelles ?

Nom de l'organisme	Réponse	Précisions
<b>Alternatives</b>	Non	Nous n'y avons pas participé, mais la tendance lourde est depuis longtemps de partir des besoins locaux pour les projets.
<b>Caisse d'économie du Québec</b>	Oui	Contacts avec différentes organisations ont débouché sur des rencontres ultérieures et possiblement des collaborations. La rencontre a alimenté notre réflexion sur l'économie sociale
<b>Carrefour Tiers-Monde</b>	Oui	Au niveau du commerce équitable et de l'économie sociale il y a eu une prise de conscience et aussi une prise de contacts. Le Séminaire du GESQ sur le commerce équitable qui a suivi a aussi permis la concertation des ONG sur le sujet.
<b>CDROL</b>	Oui	Jumelages mentionnés à la question 1
<b>CECI</b>	Non	
<b>CERIS</b>	Oui	Cela a intensifié nos échanges avec l'Afrique
<b>Chaire Économie et humanisme-UQAM</b>	---	Nous n'y avons pas participé
<b>Cirque du monde</b>	---	Nous n'avons pas participé à la rencontre de Québec
<b>Collectif des entreprises d'insertion du Québec</b>		Nous n'avons pas participé à la rencontre de 2001
<b>COMSEP</b>	Oui	Nous y avons rencontré des groupes de femmes de France et les Pénélopes
<b>Conseil québécois du loisir</b>	Non	-----
<b>CQDL</b>	Non	---
<b>CRDC</b>	Oui	- Organisation de colloques et conférences Nord-Sud - Ententes de partenariats avec des Universités du Sud - Accueil de stagiaires de 3 <sup>e</sup> cycle et post-doctorants en provenance de pays du Sud
<b>CRISES*</b>	Oui	---
<b>CSN</b>	--	Pas participé à la rencontre
<b>Diastode</b>		Pas participé à la rencontre
<b>Diocèse de Gatineau-Hull*</b>	---	---
<b>Droits et démocratie</b>	--	D & D n'a pas participé à la rencontre de Québec
<b>Fédération des coopératives de développement régional du Québec</b>	---	Nous n'avons pas participé à la rencontre de 2001
<b>Filiation*</b>	Oui	Suite de précédents et ouverture sur le commerce équitable
<b>Fondaction</b>	--	Pas participé à la rencontre

<b>Groupe d'entraide Spirale</b>	--	Nous n'avons pas participé, mais le centre Romero était représenté
<b>Recyclo-centre</b>	Non	Pas de nouvelles activités depuis
<b>RISQ*</b>	--	
<b>RQIAC*</b>	--	
<b>SOCODEVI</b>	Non	Pas de nouveaux projets depuis 2001
<b>Solidarité Sud-Outaouais</b>	Oui	Ça a changé notre façon de voir le micro-développement et l'économie sociale
<b>SUCO-Mali (Claude Giles)*</b>	--	
<b>UPA-DI*</b>	--	

### Question #3

**Est-ce que votre organisation prévoit développer de nouvelles activités internationales dans les années à venir? Si oui, lesquelles ?**

<b>Nom de l'organisme</b>	<b>Réponse</b>	<b>Précisions</b>
<b>Alternatives</b>	Oui	Il y a toujours de nouveaux projets, ça dépend de la conjoncture internationale
<b>Carrefour Tiers-Monde</b>	Oui	Développer davantage le commerce équitable avec des partenaires stables. Aider autres initiatives telles que l'Auberge à se développer ailleurs, puisque notre expérience semble en intéresser plusieurs...
<b>CDROL</b>	Oui	Celle que nous avons organisé depuis Québec 2001 ne fait que commencer (jumelage avec la ville de Saint-Louis au Sénégal)
<b>CECI</b>	Oui	Auparavant, le CECI cherchait à réseauter à l'intérieur des pays dans lesquels il travaillait, la nouvelle orientation du CECI est de travailler à un réseautage plus large, soit Sud-Nord et Sud-Sud
<b>Caisse d'économie du Québec</b>	Oui	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Projet sur le commerce équitable avec l'Équateur</li> <li>2. Projet de bar (au Québec) avec produits équitables en partenariat avec OXFAM et Équiterre</li> <li>3. Au cours du Forum social mondial, il y a eu contact avec des organisations : projets France-Brésil-Québec sur finances solidaires et épargne salariale : peut-être avec la participation de la CSN, du Chantier de l'économie sociale et autres...</li> </ol>
<b>CERIS</b>	Oui	Stagiaires de recherche en provenance d'Afrique Échange de chercheurs avec l'Espagne, la France et l'Afrique
<b>Chaire Économie et humanisme-UQAM</b>	Oui	Peut-être des ententes pour des programmes d'enseignement
<b>Cirque du monde</b>	Oui	Participation au congrès missionnaire de l'automne 2003
<b>Collectif des entreprises d'insertion du</b>	Oui	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Rencontre internationale sur l'insertion dans les pays francophones prévue à l'automne 2004 (France, Belgique, Suisse, Ouest canadien, Mexique...)</li> </ol>

<b>Québec</b>		<p>2. Projet avec le Mexique pour le démarrage d'entreprises d'insertion sur le modèle québécois</p> <p>3. Imprime Emploi, une entreprise qui fait partie du Collectif, a un projet d'échange entre de jeunes québécois et de jeunes brésiliens</p>
<b>COMSEP</b>	Oui	Projets sur le commerce équitable : nous sommes encore à la recherche de partenaires
<b>Conseil québécois du loisir</b>	Oui	<p>1. Accueil du congrès de 2008 du World Leisure à Québec (environ 30 pays participants)</p> <p>2. Programme de jeunes en exploration avec la Belgique</p> <p>3. Liens avec le Mali pour le tourisme social en émergence (via UNAP)</p>
<b>CQDL</b>	Oui	<p>Réseautage et collaboration entre praticiens du développement local:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet de coopération franco-québécois avec le réseau mondial du développement local</li> <li>- Possibilité de projet en Afrique via UNADEL</li> </ul>
<b>CRDC</b>	Oui	Poursuite des activités actuelles dans la foulée de la conférence internationale de septembre 2003.
<b>CRISES*</b>	Oui	Projets de recherche
<b>CSN</b>	Oui	<p>La CSN désire ne pas limiter ses relations internationales aux stricts problèmes syndicaux, mais de les élargir aux problématiques sociales... comme nous l'avons fait en Amérique latine.</p> <p><u>Projets :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Appui à des initiatives d'organisations syndicales dans les Amériques</li> <li>2) Avec ECOSOL au Brésil, contribution d'expertise et financement d'initiatives d'économie sociale</li> <li>3) Programme d'échange avec la Centrale unique des travailleurs (CUT) du Brésil et avec la Centrale autonome des travailleurs d'Argentine. Projets sur la place des femmes dans le travail, sur la structure syndicale, etc.</li> <li>4) Projet avec l'Alliance sociale continentale (l'organisation syndicale des Amériques) sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)</li> </ol>
<b>Diastode</b>	Oui	<p>À moyen et long terme, nous aimerions faire des projets d'économie sociale : micro-financement, mutuelles de santé, éducation, coopératives, etc.</p> <p>Notre site internet (<a href="http://www.diastode.org">www.diastode.org</a>) est devenu le principal site d'information pour la diaspora togolaise et pour les Togolais. Il est devenu l'espace commun pour les Togolais. Il est dans nos projets d'y ajouter une rubrique « analyse » pour des textes de réflexion.</p>
<b>Diocèse de Gatineau-Hull*</b>	Oui	Certaines instances sur le plan régional élargi (l'Inter-Ouest, comprenant les diocèses de Gatineau-Hull, Mont-Laurier, Amos, Rouyn-Noranda, Pembroke et Moosonee – côté québécois) ont proposé de s'impliquer plus directement dans l'aide au développement, mais aucune décision n'a été prise jusqu'à ce jour
<b>Droits et</b>	--	Depuis le printemps dernier, des changements dans les

<b>démocratie</b>		programmes sont apparus, les projets s'orientent vers des projets à plus court terme et plus diversifié. Les nouvelles orientations toucheraient : 1. Les jeunes et les droits 2. Le Sommet de la société de l'information (ONU) à Genève en décembre 2003 et à Tunis en 2005 3. Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)
<b>Fédération des coopératives de développement régional du Québec</b>	Oui	En collaboration avec SOCODEVI, projet de création d'une CDR en Afrique pour 2004
<b>Filiation*</b>	Oui	Suite de précédents et ouverture sur le commerce équitable et toutes formes d'activités économiques multilatérales (Sud-Sud et Sud-Nord)
<b>Fondation</b>		Intensification des relations avec les organisations intéressées par les finances solidaires
<b>Groupe d'entraide Spirale</b>	Oui	On veut mettre l'accent sur la formation des stagiaires québécois et développer le suivi et l'après-stage au Québec
<b>Recyclo-centre</b>	Oui	À long terme, nous aimerions faire des jumelage d'entreprises d'économie sociale et solidaire Nord-Nord, Nord-Sud et Nord-Nord-Sud. Nous nous inspirerions des expériences de jumelage des villes.
<b>RQIIAC*</b>	Oui	Nous voulons consolider notre contribution à la dynamique Lima-Québec-Dakar en favorisant les retombées locales au Québec sur le terrain de l'économie sociale et de l'action communautaire
<b>RISQ*</b>	Oui	Projet PESO partenariat France-Brésil-Québec
<b>SOCODEVI</b>	?	Nous avons prévu une réflexion stratégique cet automne
<b>Solidarité Sud-Outaouais</b>	Oui	Maintenir nos activités de soutien actuelles. Projets dans l'avenir : micro-crédit et promotion du commerce équitable au Québec
<b>SUCO-Mali (Claude Giles)*</b>	Oui	Toujours dans le même sens : développement des collectivités par la prise en charge par les populations
<b>UPA-DI*</b>	Oui	UPA-DI souhaite pouvoir offrir un vaste programme de formation aux paysans des pays en développement. Nous démarrons un projet qui impliquera des représentants d'organisations paysannes de six pays de l'Afrique de l'Ouest dont le Sénégal. Ce projet vise la formation des leaders agricoles dans le contexte des négociations de l'OMC. Un séminaire est prévu en mai 2003. Des activités par pays sont prévues en 2004 et un autre séminaire est prévu en 2005. En ayant en tête Dakar 2005 et avec le souhait de voir l'agriculture plus présente, nous sommes convaincus de pouvoir créer une synergie entre ces projets, ou du moins, pouvoir tirer profit du projet leader pour sensibiliser et impliquer des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest quant à la conférence de Dakar. De plus, le secteur agricole, au plan international, est déjà structuré en réseau par le biais de la Fédération Internationales des Producteurs Agricoles (FIPA).

		Plusieurs membres de la FIPA ont aussi, comme l'UPA, des organismes de coopération internationale. Ce réseau s'appelle Agricord. Dakar 2005 pourrait être présenté à ces réseaux afin d'identifier d'éventuelles pistes de collaboration.
--	--	---

#### Question #4

**Comptez-vous participer à la rencontre de Dakar en 2005 ? Si oui, est-ce que vous avez commencé à prévoir le financement de délégués québécois ?**

Nom de l'organisme	Réponse	Précision
<b>Alternatives</b>	Oui	Nos partenaires du Niger sont très intéressés. Nos partenaires d'Amérique latine aussi. Nous allons essayer de les faire participer à la rencontre de Dakar afin notamment de leur permettre de se réseauter.
<b>Caisse d'économie du Québec</b>	Oui	Idéalement oui, mais rien de décidé. Le financement n'a pas encore été envisagé
<b>Carrefour Tiers-Monde</b>	Peut-être	Si le financement est disponible probablement que nous irons.
<b>CDROL</b>	Oui	Nous n'avons pas encore réfléchi au financement des délégués
<b>CECI</b>	Oui	Le CECI compte financer certains de ses partenaires du Sud et du Nord afin qu'ils puissent participer à Dakar
<b>CERIS</b>	Oui	Le nombre de délégués dépendra du financement disponible
<b>Chaire Économie et humanisme-UQAM</b>	Oui	Probablement. Le financement devrait provenir de notre fonds de recherche.
<b>Cirque du monde</b>	Oui	Je crois que oui, mais ce sera décidé lorsque la programmation des trois prochaines années sera complétée
<b>Collectif des entreprises d'insertion du Québec</b>	Oui	Nous comptons participer. Nous en parlerons à notre Conseil d'administration la semaine prochaine. Le financement n'a pas encore été prévu
<b>COMSEP</b>	Oui	Les Pénélopes travaillent aussi à trouver le financement pour leurs partenaires
<b>Conseil québécois du loisir</b>	Peut-être	Ce n'est pas exclu... peut-être que Louis Jolin ira. Ça reste à voir
<b>CQDL</b>	Non	Pas pour le moment, on vise plutôt à consolider nos assises québécoises dans la prochaine année et demie
<b>CRDC</b>	Oui	Le financement des délégués n'a pas encore été prévu
<b>CRISES*</b>	Oui	
<b>CSN</b>	?	Nous comptons participer en théorie, mais aucune décision formelle n'a été prise
<b>Diastode</b>	Oui	Plusieurs délégués seront envoyés. Le financement pourrait peut-être provenir de Droits et démocratie.
<b>Diocèse de Gatineau-Hull*</b>	?	Il faudrait voir avec les personnes plus directement impliquées dans des projets d'économie solidaire. Avec un peu d'information, on pourrait faire connaître cette possibilité



		et promouvoir une participation à la démarche
<b>Droits et démocratie</b>	?	D & D pourrait peut-être financer ses partenaires du Sud afin qu'ils puissent participer à Dakar
<b>Fédération des coopératives de développement régional du Québec</b>	Oui	Nous prévoyons que le financement des délégués proviendrait du fonds d'opération de la Fédération pour leur salaire et que leurs frais seraient payés par l'ACDI ou par SOCODEVI
<b>Filiation*</b>	Oui	---
<b>Fondation</b>	Oui	---
<b>Groupe d'entraide Spirale</b>	?	On y pense. Nous aimerions financer la participation de nos partenaires du Centre Romero. Peut-être que le financement pourrait provenir des anciens groupes de stagiaires
<b>Recyclo-centre</b>	Non	Car nous ne pensons pas avoir de financement
<b>RISQ*</b>	Oui	---
<b>RQIAC*</b>	Oui	Nous voulons aussi travailler à favoriser la participation d'entreprises et organismes locaux à cette rencontre
<b>SOCODEVI</b>	Oui	Le financement serait interne. Nous comptons aussi aider nos partenaires du Sud à s'y rendre
<b>Solidarité Sud-Outaouais</b>	Oui	Si le financement le permet
<b>SUCO-Mali (Claude Giles)*</b>	Oui	
<b>UPA-DI*</b>	Oui	Nous prévoyons y participer

**Question #5**

**Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous faites face dans la préparation de la rencontre de 2005 ?**

<b>Nom de l'organisme</b>	<b>Réponse</b>
<b>Alternatives</b>	-----
<b>Caisse d'économie du Québec</b>	Manque de temps. Pas de problème de financement
<b>Carrefour Tiers-Monde</b>	Financières
<b>CDROL</b>	La principale difficulté est évidemment financière
<b>CECI</b>	Financières. On ne pourra pas financer tout le monde que l'on voudrait financer
<b>CERIS</b>	Financières
<b>Chaire Économie et humanisme</b>	-----
<b>Cirque du monde</b>	Financières
<b>Collectif des entreprises d'insertion du Québec</b>	Financières
<b>COMSEP</b>	Financières
<b>Conseil québécois du loisir</b>	Pas de réponse
<b>CQDL</b>	Financières
<b>CRDC</b>	Financières
<b>CRISES*</b>	La variable financière sera déterminante
<b>CSN</b>	Pas de réponse
<b>Diastode</b>	Financières
<b>Diocèse de Gatineau-Hull*</b>	---
<b>Droits et démocratie</b>	Pas de réponse
<b>Fédération des coopératives de développement régional</b>	Financières. Ça dépend de notre budget en 2005...
<b>Filaction*</b>	-----
<b>Fondation</b>	Pas de réponse
<b>Groupe d'entraide Spirale</b>	Le financement
<b>Recyclo-centre</b>	Le financement
<b>RISQ*</b>	Problème de soutien financier
<b>RQIIAC*</b>	Pas de réponse
<b>SOCODEVI</b>	Pas de réponse
<b>Solidarité Sud-Outaouais</b>	Le financement
<b>SUCO-Mali (Claude Giles)*</b>	Le financement
<b>UPA-DI*</b>	-----

## Question #6

Votre organisation a-t-elle des attentes à l'égard du GESQ pour faciliter la préparation de la rencontre de Dakar de 2005 ?

Choix de réponses :

- 1) Organisation d'une stratégie commune de financement
- 2) Tenue d'activités au Québec pour aider les organisations à se préparer à Dakar 2005 (par exemple, sessions de formation, rencontre thématiques, etc.)
- 3) Tournée de consultation du GESQ dans quelques régions du Québec
- 4) Bulletin d'information électronique à l'intention des entreprises et des organisations d'économie sociale ayant un volet Internet dans leurs activités

Nom de l'organisme	Choix 1	Choix 2	Choix 3	Choix 4	Précisions et autres suggestions
Alternatives	X	X			<u>Choix 2</u> : La diffusion des objectifs de Dakar et la concertation au Québec ET AU CANADA serait importante avant le départ pour Dakar. Nous sommes souvent réseautés à l'étranger, mais pas chez nous! Nous pourrions alors non seulement nous réseauter, mais réseauter nos partenaires entre eux (contacts brésiliens d'Alternatives avec contacts brésiliens d'autres organisations...). Il faudrait aussi prévoir de ramasser les informations de l'après-Dakar, afin de ne pas laisser tomber ce travail dans le vide.
Caisse d'économie du Québec					Pas de réponse
Carrefour Tiers-Monde	X	X	X		<u>Choix 2</u> : Rencontres préparatoires pour la délégation québécoises sur différents thèmes (comme pour la rencontre de Québec 2001) <u>Choix 3</u> : Tournée de <b>conférences</b> du GESQ dans quelques régions du Québec pour rejoindre plus d'ONG et publiciser la rencontre de Dakar
CDROL	X	X			<u>Choix 1</u> : L'organisation d'une stratégie commune de financement me semble intéressante et importante. C'est en effet là que réside le principal obstacle à la participation à Dakar 2005. <u>Choix 2</u> : tenue d'activités de <b>formation et de concertation</b> au Québec pour la préparation de Dakar 2005.

<b>CECI</b>				X	Le plus important serait de bien informer les organisations : où on est rendu dans l'organisation, comment ça s'annonce, etc. À cet effet, un bulletin d'information électronique serait intéressant
<b>CERIS</b>	X	X	X	X	<u>Choix 1</u> : Le financement de gens du Sud d'abord et du Nord ensuite. <u>Choix 2</u> : Pour entretenir les liens entre les participants de la rencontre de Québec et entre les délégations de différents milieux au Québec. Rencontres préparatoires sur l'Afrique et sur l'économie sociale et PAS SEULEMENT À MONTRÉAL! <u>Choix 4</u> : peut-être 3 fois par année (pas trop fréquent!)
<b>Chaire Économie et humanisme-UQAM</b>		X			<u>Choix 2</u> : Tenir des ateliers au Québec. Faciliter des contacts avec des Africains pour les futurs délégués avant qu'ils ne partent pour Dakar (afin de bien comprendre le contexte africain).
<b>Cirque du monde</b>	X	X			<u>Choix 2</u> : Formations pré-départ pour préparer la rencontre culturelle et pour créer un réseau avant le départ
<b>Collectif des entreprises d'insertion du Québec</b>	X	X			Le financement surtout. <u>Choix 2</u> : Il faudrait tenir des rencontres préparatoires à Dakar : rencontre des réseaux intéressés pour une présentation des objectifs, pour discuter de ce que chacun est prêt à faire, pour faire un suivi (où on en est ?), faire un plan d'action commun, identifier les étapes avant Dakar, etc.
<b>COMSEP</b>	X	X	X		<u>Choix 2</u> : il faudrait des rencontres par secteur (économie sociale, féministes...) comme lors de la rencontre de Québec.
<b>Conseil québécois du loisir</b>	X	X			<u>Choix 2</u> : Pour s'assurer que le loisir est traité à Dakar. Le GESQ devrait être un canal de communication et une courroie de transmission de l'information
<b>CQDL</b>	X	X		X	Surtout le financement
<b>CRDC</b>	X	X	X		
<b>CRISES*</b>	X	X		X	<u>Choix 2</u> : des rencontres avec des Africains de l'économie sociale de passage au Québec
<b>CSN</b>				X	Faire en sorte qu'à Dakar, la réalité du travail et la réalité syndicale soient présentes dans les discussions sur le développement d'alternatives pour le développement
<b>Diastode</b>	X	X			<u>Choix 2</u> : Pour aider les organisations à préparer la présentation de projets

					d'économie sociale à Dakar et aussi pour faciliter la réalisation de partenariats entre organisations d'économie sociale d'ici et d'Afrique
<b>Diocèse de Gatineau-Hull*</b>					Pas de réponse
<b>Droits et démocratie</b>					Pas de réponse
<b>Fédération des coopératives de développement régional du Québec</b>	X	X			Le financement surtout pour avoir une bonne représentation à Dakar. Mais aussi la tenue d'activités au Québec : <b>sessions de préparation et de sensibilisation</b> avant le départ.
<b>Filaction*</b>	X	X	X	X	Dans l'ordre choix 2, 4, 3, 1. De plus, serait intéressant un recensement des relations multilatérales, bilatérales avec des stratégies de promotions et renforcement (il faudrait rendre visible et lisibles les multiples activités des Québécois avec l'extérieur)
<b>Fondation</b>		X			Tenue d'activités au Québec pour aider les organisations à se préparer à Dakar 2005 (par exemple <b>sessions de formation, rencontre thématiques</b> , etc.) La tenue d'activités sur les pratiques et les concepts de financement dans les autres pays pour les PME. Échanges sur les pratiques et les concepts de finances solidaires. Établir des contacts avant le départ.
<b>Groupe d'entraide Spirale</b>			X		Tournée de consultation du GESQ dans les régions du Québec. Invitation aux groupes du Québec pour Dakar 2005. Augmenter la visibilité du GESQ et démontrer sa pertinence par rapport aux autres rencontres internationales
<b>Recyclo-centre</b>	X	X			<u>Choix 2</u> : Pour réseauter les organisations et les réseaux d'ici avant Dakar, comme le réseau des ressourceries en France...
<b>RISQ*</b>	X			X	Favoriser le rapprochement des groupes/entreprises d'économie sociale ayant un volet international par thématique pour identifier les pistes communes à soulever lors du Sommet de Dakar : ex : comité des financeurs solidaires du Québec
<b>RQIAC</b>					Pas de réponse
<b>SOCODEVI</b>		X	X		<u>Choix 2</u> : par exemple, <b>sessions de formation, rencontre thématiques</b> , etc.
<b>Solidarité Sud-</b>	X	X			<u>Choix 2</u> : Tenue d'activités ou distribution

<b>Outaouais</b>					de documents au Québec pour aider les organisations à se préparer à Dakar 2005. - Informations sur l'économie sociale au Sud - Informations sur l'Afrique - Informations au moins un an d'avance sur les implications de la participation à Dakar : ce que ça va coûter, quand ça se tiendra, etc. pour que l'on puisse se préparer
<b>SUCO-Mali (Claude Giles)*</b>	X	X			
<b>UPA-DI*</b>	X	X		X	<u>Choix 1</u> : La recherche de financement est un mal nécessaire auquel il faudra s'attaquer d'une façon ou d'une autre. Donc une activité importante à considérer. <u>Choix 2</u> : Pour faire le pont entre Québec et Dakar et favoriser un rapprochement des organisations impliquées dans l'économie solidaire. <u>Choix 3</u> : Plus ou moins intéressant dans la mesure où ce devrait être le travail des réseaux d'impliquer la base dans les régions. <u>Choix 4</u> : Piste à explorer.

### Question #7

**Comment votre organisation entend-elle s'impliquer dans la préparation de Dakar 2005 ?**

<b>Nom de l'organisme</b>	<b>Réponse</b>
<b>Alternatives</b>	À Dakar : participer à l'organisation, présenter lors d'ateliers, etc. Avant Dakar : organiser des activités de réflexion sur l'économie solidaire ici.
<b>Caisse d'économie du Québec</b>	Pas de réponse
<b>Carrefour Tiers-Monde</b>	Diffusion d'informations sur l'expérience de l'Auberge
<b>CDROL</b>	Nous prévoyons des activités de sensibilisation pour nos membres en février avec nos partenaires de Saint-Louis qui seront en visite au Québec. Participation à des réunions, concertation, etc.
<b>CECI</b>	Le CECI pourrait faire des sessions d'information, de sensibilisation et de préparation au départ pour les délégués québécois. Le CECI a une grande expertise en cette matière
<b>CERIS</b>	Préparation des chercheurs à la rencontre. Alimenter le réseau, diffuser l'information.

	Trouver des gens qui seraient intéressés à faire des présentations à Dakar
<b>Chaire Économie et humanisme</b>	Conseil d'administration du GESQ Colloques internationaux
<b>Cirque du monde</b>	Formations pré-départ. Mobilisation de nos partenaires à Dakar
<b>Collectif des entreprises d'insertion du Québec</b>	Notre contribution pourrait être dans l'échange des expertises. En préparation de Dakar 2005, il faudrait aussi faire collectivement, au sein de notre réseau, une réflexion sur la mondialisation
<b>COMSEP</b>	Nous avons une rencontre avec les intervenants de l'économie sociale de la région sous peu, nous en discuterons.
<b>Conseil québécois du loisir</b>	Pas de réponse
<b>CQDL</b>	Rencontres régionales avec le GESQ peut-être Rencontres d'informations Rencontres entre partenaires pour faire le point, pour définir une stratégie commune
<b>CRDC</b>	Nous travaillons à la réalisation du site internet de la rencontre avec le GESQ
<b>CRISES*</b>	Projets de recherche et de formation
<b>CSN</b>	Pas de réponse
<b>Diastode</b>	Informers les ONG québécoises sur le fait que la diaspora peut être un agent de développement et amener les ONG du Togo à participer à la rencontre de Dakar
<b>Diocèse de Gatineau-Hull*</b>	Avant de développer le volet international, il faudrait peut-être faire l'inventaire de ce qui se fait ici au Québec, ou même dans l'Outaouais, sur le plan de l'économie sociale, de reconnaître ces réalisations, de mettre ces gens en réseau international. Il me semble que faire passer de l'action locale au plan international, c'est un grand saut que des militantEs de base peuvent avoir de la difficulté à franchir d'un seul coup
<b>Droits et démocratie</b>	Pas de réponse
<b>Fédération des coopératives de développement régional du Québec</b>	Transmission d'information et sensibilisation dans notre réseau, via internet, etc.
<b>Filaction*</b>	
<b>Fondaction</b>	Nous pourrions être des agents multiplicateurs dans notre réseau et participer à l'élaboration de certains contenus
<b>Groupe d'entraide Spirale</b>	Pas de réponse
<b>Recyclo-centre</b>	Pas de réponse
<b>RISQ*</b>	Connaître les acteurs de la finance solidaire du Sénégal et de l'Afrique de l'Ouest
<b>SOCODEVI</b>	Aider nos partenaires du Sud à se rendre à Dakar
<b>Solidarité Sud-Outaouais</b>	Diffusion d'informations sur Dakar dans notre réseau

<b>SUCO-Mali (Claude Giles)*</b>	-----
<b>UPA-DI</b>	---



## ANNEXE 1 LISTE DES ORGANISATIONS CIBLÉES

### **Organisations déjà contactées pour le premier sondage**

Carrefour québécois de développement local (CQDL)  
Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL)  
Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI)  
Centre d'études et de recherches et intervention sociale (CERIS)  
Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)  
\* Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)  
Collectif des entreprises d'insertion du Québec  
Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP)  
\* Diocèse de Gatineau-Hull  
\* Filaction CSN  
FondAction CSN  
Groupe d'entraide spirale  
Recyclo-centre  
\* Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)  
\* Regroupement québécois des intervenants et des intervenantes en action communautaire (RQIIAC)  
Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI)  
\* Solidarité Union Coopération Mali (SUCO Mali)  
\* Union des producteurs agricoles - Développement international (UPA-DI)  
Solidarité-Sud Outaouais

*\*Non-rejoint lors du second sondage. Les informations utilisées proviennent alors du sondage de l'automne 2002*

### **Organisations non contactées lors du premier sondage**

Alternatives  
Fédération des Coopératives de développement régional du Québec (FCDR)  
Caisse d'économie du Québec  
Carrefour Tiers-monde  
Chaire économie et humanisme (UQAM)  
Cirque du monde/Jeunesse du Monde  
Confédération des syndicats nationaux (CSN)  
Conseil québécois du loisir  
Diastode  
Droits et démocratie

### **Organisations ayant été contactées lors de ce second sondage, mais n'ayant pas été rejointes :**

Tourisme jeunesse - Hostelling international  
Conseil de la coopération du Québec  
Chantier de l'économie sociale